

11/2019

Synthèse de l'actualité internationale de novembre 2019

dimanche 1er décembre 2019, par [Axelle DEGANS](#)

Voici une synthèse de l'actualité internationale de novembre 2019 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, suivent la spécialité HGGSP voire préparent un concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre [Lettre d'information hebdomadaire](#) ou au [compte twitter de veille géopolitique](#) @diploweb (14 000 followers)

Le sort des urnes

Au Sri Lanka, les élections présidentielles de novembre 2019 ont vu la victoire de Gotabaya Rajapaksa connu pour avoir mis un terme aux années qui ont ensanglanté l'île lors de la révolte tamoule. Le pays reste profondément divisé entre les Cinghalais bouddhistes et les Tamouls hindouistes, l'inquiétude est forte dans l'île.

[Les élections législatives espagnoles](#) de novembre 2019 n'apportent aucune vraie solution politique au pays. Alors que le parti socialiste de Pedro Sanchez est arrivé en tête des suffrages qui lui permet d'avoir 120 sièges sur 350, devant le parti conservateur, il ne dispose pas d'une majorité au parlement. Ce qui l'oblige à nouer des alliances électorales. Si le premier ministre sortant affirme avoir bon espoir de pouvoir composer un gouvernement avant Noël, l'équation politique est compliquée par la percée sans précédent du parti Vox (extrême-droite) arrivé en troisième position avec plus de 15% des votes exprimés et 52 sièges et l'effondrement des centristes libéraux du Ciudadanos qui laisse entrevoir une alliance avec Podemos (extrême-gauche), voire avec des partis ayant obtenus peu de voix, à l'exemple des indépendantistes catalans.

En Biélorussie, les élections législatives de novembre 2019 ont largement profité au pouvoir en place d'[Alexander Loukachenko](#) car aucun député de l'opposition n'a été élu. Celle-ci dénonce des irrégularités massives, plus d'un tiers des votes sont des votes par correspondance effectués avant même le début du scrutin.

En Roumanie Klaus Iohannis, président sortant, est élu en novembre 2019 pour un second mandat, avec près des deux tiers des suffrages exprimés.

Une Amérique latine en pleine confusion

En Bolivie, le président Evo Morales brigait un nouveau mandat que la constitution ne lui accordait pas. Il est déclaré vainqueur, à l'issue du premier tour, après un rocambolesque comptage des voix. De véritables émeutes accompagnent cette annonce dans les grandes villes du pays comme La Paz ou Sucre, alors que les campagnes soutiennent davantage le président sortant. Après avoir proposé d'organiser un second tour, et de réorganiser des élections, Evo Morales perd le soutien de l'armée et de la police, ce qui le pousse à annoncer sa démission en novembre 2019. Cette nouvelle ne calme pas pour autant la foule

qui s'en prend aux bâtiments des officiels du régime. Le Mexique envoie un avion pour prendre en charge l'ex-président bolivien - une quasi-exfiltration - dont la vive inquiétude transparait dans la seule photo prise de lui dans ce moment, enveloppé dans le drapeau mexicain, alors qu'il attend une autorisation pour redécoller. De nombreux pays latino-américains refusent le survol de leur espace aérien à l'avion transportant Evo Morales témoignant de l'ampleur de sa disgrâce internationale dans ce continent. Sa démission a été suivie de celles du vice-président Alvaro Garcia Linera, de la présidente comme de la vice-présidente du Sénat et du président de la chambre des députés ainsi que de certains parlementaires. La présidence par intérim est assurée par Jeannine Añez, seconde vice-présidente du Sénat, opposante à l'ancien président. De nouvelles élections devraient être convoquées au début de l'année 2020. Les États-Unis ont apporté leur soutien à Jeannine Añez alors que les affrontements ont déjà fait une dizaine de victimes.

[Au Brésil](#), la libération de l'ancien président Lula, emprisonné pour faits de corruption, a eu lieu en novembre 2019 dans un climat de fortes tensions. Lula veut rassembler la gauche derrière son nom et incarner une résistance au président J. Bolsonaro.

Les réactions populaires en Amérique latine sont révélatrices - en Argentine, Bolivie, au Chili, en Équateur, au Pérou ou au Venezuela - du refus de l'austérité.

Au Chili, un referendum devrait se tenir au printemps 2020 pour procéder à la rédaction d'une nouvelle constitution qui remplacerait celle qui est en vigueur depuis la présidence du général Pinochet (1974-1990). Cette décision fait suite aux importantes manifestations qu'a connues le pays. Le président S. Pinera a, en outre, reconnu un usage irraisonné de la force face aux manifestants. Il n'est pas certain que ces annonces suffisent à calmer la colère populaire.

Les manifestations de novembre 2019 en Colombie poussent le président Ivan Duque à ouvrir plus tôt que prévu le dialogue social avec les élus. Les manifestants dénoncent les fortes inégalités de ce pays durablement marqué par la guérilla menée par les Farcs ainsi que la politique économique menée par l'actuel président.

Les réactions populaires en Amérique latine sont révélatrices - en Argentine, Bolivie, au Chili, en Équateur, au Pérou ou au Venezuela - du refus de l'austérité. L'armée reste encore en 2019 un acteur politique important en Amérique latine.

[Le Mexique](#) continue à mener sa guerre contre les cartels de la drogue en employant des moyens militaires depuis 2006. [Ce pays](#) est l'un des plus dangereux du monde avec plus de trente mille homicides par an. Le président Andres Manuel Lopez Obrador (« Amló ») vient de libérer le fils du « chapo », un des plus puissants [parrains de la drogue](#), cédant ainsi au cartel de Sinola et révélant au grand jour l'ampleur de la faiblesse de l'État mexicain.

Une impasse à Hong Kong

En novembre 2019, les manifestants prodémocratie continuent de manifester à Hong Kong. L'impasse politique débouche sur une radicalisation et une plus grande violence dans les rues, comme sur le campus universitaire de la City University. Les forces de l'ordre affrontent les contestataires qui se sont réfugiés dans l'enceinte de la PolyU, plusieurs centaines d'entre eux ont été arrêtés. Les manifestants réclament désormais la possibilité d'élire leur exécutif au suffrage universel, ce que Pékin est peu enclin à leur accorder. Si les étudiants incarnent le fer de lance de la contestation, celle-ci est soutenue par une partie non-négligeable de la population hongkongaise, ainsi les cadres manifestent pendant leur pause repas du midi. Les États-Unis ont pris une résolution de soutien aux manifestation prodémocratie et pro-droits de l'homme de Hong Kong : l'acte de 2019 sur les droits humains et la démocratie à Hongkong prévoit de

mettre entre parenthèse le statut spécial de Hong Kong qui l'autorise à échapper aux sanctions prises dans le cadre du bras de fer commercial entre Washington et Pékin.

Les répercussions économiques sont déjà présentes car le PIB de Hong Kong s'est contracté de plus de 3% au troisième trimestre 2019.

Le scrutin local de novembre 2019 suscite à Hong Kong une forte mobilisation concernant près de 70% des électeurs. Ceux-ci ont donné plus des trois-quarts des sièges au camp prodémocratie : un immense camouflet pour Pékin et Carrie Lam. Cette élection démontre aussi les bonnes conditions dans lesquelles elle s'est déroulée.

Le *New York Times* publie des documents officiels chinois révélant la dureté de la politique menée par Pékin à l'encontre des Ouïgours du Xinjiang. Emprisonnement, négation de l'identité ouïgoure, assassinats... Ces « ouïgours papers » soulignent la responsabilité directe des personnes les plus haut placées au parti communiste chinois, dont le président Xi Jinping. Cette politique s'apparente à une répression de masse, assez systématique.

Nouvelles de l'Union européenne



Le Parlement européen a validé en novembre 2019 les candidatures française (Thierry Breton) et hongroise (Olivier Varhelyi) aux postes de commissaire. La présidente de la Commission Ursula von der Leyen peut enfin présenter au [Parlement l'ensemble de la nouvelle Commission](#), celui-ci lui donne son assentiment. La Commission von der Leyen devient effective le 1er décembre 2019, avec un mois de retard.

« [Ce qu'on est en train de vivre, c'est la mort cérébrale de l'OTAN](#) » déclare le président de la République française Emmanuel Macron le 7 novembre 2019 dans un entretien à l'hebdomadaire [The Economist](#). Il s'inquiète dans ce contexte de la « [fragilité extraordinaire de l'Europe \(communautaire\)](#) ».

La France, après avoir dénoncé en novembre 2019 la « mort clinique de l'OTAN » (du fait des attitudes américaine et turque), a fait savoir qu'elle ne souhaite pas de nouvel élargissement de l'Union européenne, y compris aux [Balkans occidentaux](#). Paris estime qu'il faut d'abord réformer l'Union, et son mode d'élargissement, avant d'étudier les candidatures albanaise et nord-macédonienne. La France est assez isolée, les autres membres de l'Union estimant que l'intégration est urgente car ces pays sont de plus en plus influencés par l'extérieur (Pékin, Moscou ou Riyad). Est-ce la solution ? Pour mémoire, dans la première moitié des années 1990 la France avait déjà plaidé pour un « approfondissement » des institutions de l'Union européenne, quand l'Allemagne plaidait pour un élargissement rapide. Chacun connaît la suite : le bricolage du traité de Nice (2000, 2001, effectif en 2004), l'élargissement de 2004 à

10 pays ; la Convention pour une Constitution pour l'Europe - refusée par les Français et les Hollandais en 2005... et le traité de Lisbonne (2007, progressivement effectif à partir de 2009). Et les élargissements de 2007, 2013.

La « mort cérébrale de l'OTAN » (Emmanuel Marcon) n'est-elle pas plutôt une invitation à relancer - une énième fois - [l'Europe de la Défense](#) ? Il faudrait que l'Union se dote, au préalable, d'une vision stratégique commune et d'une autonomie stratégique : deux défis de taille. Le positionnement d'une possible [Europe de la Défense](#) vis-à-vis de l'OTAN est un autre débat... [La Russie](#) attend en embuscade, aidée il est vrai par [un D. Trump « disruptif »](#).

La Turquie, qui reçoit des subsides de l'Union européenne pour retenir des migrants sur son territoire, menace en novembre 2019 de laisser partir des djihadistes vers l'Europe communautaire. Étrange candidate à l'UE. Étrange alliée de l'OTAN.

[L'agence spatiale européenne \(ESA\)](#) demande une nouvelle enveloppe d'un peu plus de 14 milliards d'euros pour pouvoir rester dans la course spatiale alors que [la concurrence mondiale est de plus en plus vive, y compris d'acteurs privés comme l'américain Space X dont les lanceurs sont réutilisables](#). La NASA a un budget annuel de plus de 20 milliards de dollars, et [les États-Unis](#), [Chine](#) et [Inde](#) ou Israël développent des programmes pour aller sur la Lune.

À Venise, une énième *acqua alta* menace en novembre 2019 les monuments de Venise. L'eau salée est entrée dans la crypte de la basilique Saint-Marc comme dans de nombreux autres bâtiments. La population crie au scandale car le projet « Moïse » de digues, qui devait protéger la cité des Doges des grandes crues, reste à l'état de projet alors qu'il aurait dû entrer en fonction dès 2016. En cause, corruption, retard des travaux, envolée scandaleuse de la facture... Voilà qui démontre qu'un Etat fondateur de la CEE (1957) peut encore être affaibli par la corruption en 2019, 62 ans plus tard... Dès lors comment s'étonner que les nouveaux membres soient parfois travaillés par ces forces destructrices ? Venise, symbole d'une incapacité européenne à combattre la corruption comme la montée des eaux ?

La contestation ne faiblit au Proche et Moyen-Orient

Au Liban, la contestation populaire continue en novembre 2019. La société civile en colère dénonce l'impasse dans laquelle est leur pays avec une dette publique de 152% du PIB, une corruption endémique et une absence de perspective pour une jeunesse nombreuse et plutôt bien formée, l'exil étant la solution trop souvent choisie. La classe politique est unanimement conspuée, même les chiites prennent de la distance vis-à-vis d'un Hezbollah jusque-là assez populaire. Le bienfondé du fonctionnement confessionnel de la vie politique libanaise, en vigueur depuis l'indépendance, est aujourd'hui remis en cause comme facteur de corruption et de paralysie. Le Liban serait-il capable de refonder ses institutions sur une base non-confessionnelle et d'évoluer vers davantage de démocratie et de probité ? Les défis sont immenses car le pays est dans une impasse politique et économique.

[L'Iran](#) connaît à son tour d'importantes manifestations en novembre 2019. L'annonce de l'augmentation sensible du prix de l'essence a provoqué une flambée de colère dans un pays toujours soumis à de multiples sanctions économiques qui rendent très difficile le quotidien des Iraniens. L'économie iranienne est en récession depuis 2018, et le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une contraction du PIB de près de 10% pour l'année 2019. La répression a été immédiate (arrestations, morts...) et le régime a coupé l'accès à Internet pour empêcher les manifestants de communiquer entre eux et de mieux s'organiser. Ces manifestations auraient concerné une vingtaine de villes à travers le pays, mais les informations sont difficiles à collecter en raison du « black-out » mis en place par les autorités. Washington affirme son soutien aux manifestants, ce qui alimente la thèse du complot à Téhéran. Bruxelles appelle l'Iran à la retenue. *Amnesty International* estime qu'il y aurait plus de 140 morts.

En novembre 2019, les manifestations anti-corruption continuent en Irak malgré les nombreux morts (plus de 400). Bagdad, la capitale, comme les villes du sud irakien (à l'image de Bassora) se sont embrasées au

propre comme au figuré. Une bonne partie des administrations et des écoles du Sud du pays ont été fermées. Le pays semble au bord de la guerre civile.

Après avoir déplacé son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem, Washington vient d'annoncer en novembre 2019, par la voix de Mike Pompeo, que les colonies israéliennes ne sont pas illégales.

Après avoir déplacé son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem, Washington vient d'annoncer en novembre 2019, par la voix de Mike Pompeo, que les colonies israéliennes ne sont pas illégales. Cette annonce a des ressorts de politique intérieure, un message que l'administration Trump envoie à l'électorat évangéliste très attaché au sort d'Israël. Au niveau international, c'est un soutien apporté à Benjamin Netanyahu alors qu'aucun gouvernement n'est encore issu des élections législatives. C'est aussi le contrepied de la décision prise par la Cour de justice européenne enjoignant de préciser l'origine des produits issus des territoires occupés que sont le plateau du Golan et la Cisjordanie car elles considèrent ces colonies comme illégales.

[En Algérie](#), le mouvement de contestation (le Hirak) demande en novembre 2019 le départ de la classe politique algérienne au pouvoir depuis l'indépendance : c'est une sévère remise en cause du FLN. Il est accusé d'être corrompu et d'avoir mené le pays dans l'impasse alors que celui-ci jouit d'une rente en hydrocarbures et d'une jeunesse nombreuse et plutôt bien formée. Cela fait désormais dix mois que la contestation s'exprime. Les manifestants ne veulent pas des élections telles qu'elles sont prévues pour le moment.

La recomposition stratégique du Proche et du Moyen Orient

Alors que la base française d'Abu Dhabi fête ses dix ans, la France a réaffirmé en novembre 2019 la continuité de son investissement dans la région avec [le Qatar](#) qui lui achète beaucoup d'armes (des Rafales par exemple). Cette continuité tranche avec la politique de retrait menée par les États-Unis depuis la présidence de B. Obama, et renforcée récemment.

Une récente réunion consolide l'axe frériste Turquie-Qatar qui s'oppose à une bonne partie du monde arabo-musulman et en particulier [l'Arabie saoudite](#) (qui organise un blocus contre Doha depuis 2017) et l'Égypte.

Anniversaires

[Le mur de Berlin tombait il y a trente ans, le 9 novembre 1989. Si les vingt ans de la chute du mur avaient donné lieu à des festivités remarquables commémorant la fin de la division géopolitique de l'Europe et la fin de la Guerre froide, il en est tout autrement dix ans plus tard.](#) La faute à l'absence, dix ans plus tôt, de Barack Obama préférant arpenter la grande muraille de Chine plutôt que de se sentir Berlinois, et la crainte d'un nouveau camouflet de Donald Trump ? La faute à une chancelière d'Allemagne - A. Merckel - affaiblie dans son pays, avec une fin de règne sans lustre ? La faute à une réunification qui n'a pas tenu toutes ses promesses, comme le montre la poussée de l'AfD dans les Länder de l'Est en proie, pour certains, à la dépopulation ? La faute à une Union européenne en laquelle la population croit de moins en moins ? C'est probablement un peu pour toutes ces raisons.

En République tchèque, de très nombreux manifestants ont, trois décennies après la « révolution de velours » qui a mis fin à la démocratie populaire, appelé en novembre 2019 à « [protéger la démocratie](#) » de la corruption de la classe politique. Pour mémoire, le *Diploweb* publiait dès 2008 [une carte de la corruption dans l'espace UE-30 en 2007](#), puis en 2010 [une carte de la corruption en 2009 dans les pays de l'Union européenne...](#) [1]

Le prix du sang

L'armée française est de nouveau endeuillée en novembre 2019 après un accident entre deux hélicoptères de combat qui a fait treize morts. Cette collision s'est produite au sud du Mali où nos soldats œuvraient dans le cadre de la mission Barkhane, qui sécurise le Sahel et y prend la succession de l'opération Serval. Ce tragique accident rappelle que l'armée française est en première ligne dans la lutte contre le djihadisme, et que s'il existe une collaboration avec d'autres armées pour [éviter la constitution d'un « sahélistan » aux portes de l'Europe, c'est l'armée française qui paie un lourd prix du sang ; plus de quarante soldats sont tombés au Sahel depuis le début de l'opération Serval](#). Ce drame est le plus lourd depuis l'explosion du Drakkar au Liban en 1983. Les armées des pays du G5 Sahel sont aussi durement touchées.

Bonnes nouvelles

C'est une grande école française qui est distinguée à l'échelle mondiale. Le *Financial Times* vient d'attribuer à HEC la première place pour son *Executive MBA*. Et deux diplômés d'HEC - [Matthieu Alfré et Christophe Chabert - sont co-auteurs du livre « Le monde en cartes. Méthodologie de la cartographie », éd. Autrement, 2019](#). Les écoles françaises de management sont régulièrement classées parmi les meilleures du monde.

La tension est retombée après plusieurs mois entre Séoul et Tokyo. La Corée du Sud ne se retire finalement pas de l'accord de partage d'informations militaires concernant la Corée du Nord, le GSoMIA, mais les relations restent encore fraîches entre ces deux pays d'Extrême-Orient.

Copyright Novembre 2019-Degans/Diploweb.com

[Bénéficiez de la formation géopolitique des enseignants H-G au nouveau programme, enseignement de spécialité Géopolitique](#)

Plus pour réussir

Extraits du catalogue des livres géopolitiques publiés par *Diploweb* pour la réussite aux concours.

. [Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique, éd. Diploweb via Amazon"](#)

. [Pierre Verluise \(dir.\), "Géopolitique du monde de Trump. La stratégie du chaos ?" éd. Diploweb via Amazon](#)

. [Axelle Degans, "La synthèse de l'actualité internationale 2018. Réussite aux concours 2019 !" éd. Diploweb via Amazon](#)

. [Pierre Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la RUSSIE et de ses frontières" , éd. Diploweb via Amazon](#)

- . [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Union européenne. A l'heure du Brexit".](#)
 - . [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Asie. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force".](#)
 - . [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique du Proche et du Moyen-Orient. Les dessous des cartes, enjeux et rapport de force"](#)
 - . [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la mondialisation contemporaine. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"](#)
 - . [S. Schmit, "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Amérique latine : Un sous-continent en pleine transition politique, énergétique et commerciale. Dossiers et fiches pays"](#)
 - . [L. Chamontin, "Ukraine et Russie : pour comprendre"](#)
 - . [L. Bloch, "L'Internet, vecteur de puissance des États-Unis ? : Géopolitique du cyberspace, nouvel espace stratégique"](#)
 - . [G-F Dumont, P. Verluise, "The Geopolitics of Europe : From the Atlantic to the Urals"](#)
-

Bonus Culture géopolitique

Vidéo. G-F Dumont Quelles relations entre dynamiques des populations et perspectives stratégiques ?

[Obtenez d'un clic la synthèse de cette conférence : pratique pour vos fiches !](#)

Plus

Pour personnaliser votre copie et votre oral, profitez de toutes les synthèses de conférences publiées par *Diploweb* !

n°9 ; n°8 ; n°7 ; n°6 ; n°5 ; n°4 ; n°3 ; n°2, n°1.

P.-S.

Agrégée d'histoire, A. Degans est Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Membre du laboratoire HABITER (EA 2076) de l'Université Reims Champagne-Ardenne. Elle est notamment auteure de : A. Degans, *Réussite aux concours 2019 ! La synthèse de l'actualité internationale 2018*, éd. Diploweb, via Amazon, 2019.

Notes

[1] Pierre Verluise, Carte Corruption dans l'espace UE-30 en 2007, publiée sur Diploweb.com en 2008

à l'adresse <https://www.diploweb.com/Corruption-dans-l-espace-UE-30-en.html> et Pierre Verluise, Carte Corruption dans l'UE en 2009, publiée sur Diploweb.com en 2010 à l'adresse <https://www.diploweb.com/Carte-Corruption-dans-l-UE-en-2009.html>